

Le riz d'abord : l'agriculture mahou et son évolution récente

J.-L. CHALEARD

Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, France

■ Introduction

Etabli sur les contreforts de la dorsale guinéenne, le pays mahou, autour de la ville de Touba, appartient à l'ouest de la Côte d'Ivoire (figure 1). L'agriculture locale est une polyculture où le riz, base de l'alimentation des populations autochtones et cultivé en général en tête d'assolement, tient une position centrale. Le climat tropical humide est favorable à cette culture (les précipitations dépassent 1 200 mm pendant la saison des pluies, qui va de mars-avril à octobre-novembre). En outre, les Mahous appartiennent au groupe malinké, chez qui le riz est connu depuis longtemps. Il s'agissait déjà de la culture la plus répandue au moment de l'arrivée des Français (ARNAUD, 1987 ; CHALEARD, 1996). Durant la période coloniale, la production est développée pour fournir des revenus qui permettent de payer l'impôt.

L'agriculture, dans la région, souffre d'une émigration ancienne, qui porte les habitants vers les villes et les plantations du Sud ivoirien, et de l'éloignement des grands centres urbains, notamment Abidjan, distante de plus de 600 km par la route récemment goudronnée. Cependant, depuis les années 1970, cette agriculture a connu des transformations sous le double effet de la diffusion du coton par la Compagnie ivoirienne pour le développement des fibres textiles (CIDT), qui fournit une culture industrielle à la région, et de l'essor des petites villes locales, qui autorise des ventes croissantes de produits vivriers variés. En outre, un silo a été installé dans les années 1970 à Touba, pour collecter la production de riz.

Laissant de côté les opérations ponctuelles de développement initiées par les pouvoirs publics (riziculture urbaine irriguée, périmètres maraîchers, projet soja auquel est associé le riz, etc.), nous nous attacherons ici à préciser la place assignée au riz dans les mutations actuelles de l'agriculture villageoise. L'analyse repose sur l'étude des exploitations de trois terroirs — le terme de terroir est pris ici au sens où l'entendent P. PELISSIER et G. SAUTTER (1964), à savoir un espace dont une communauté agraire tire l'essentiel de ses ressources — qui, au-delà d'un fond commun caractérisé par la primauté du riz, présentent des évolutions différentes : le village de Tiasso, situé à l'est de Touba, dans un secteur peu peuplé, est le domaine d'une polyculture extensive, où les paysans répartissent les risques en multipliant les cultures et les ventes ; à Oualou, localisé à l'ouest, dans une zone montagneuse, les paysans ont intensifié leurs systèmes de production, en réponse à une charge démographique croissante ; enfin, à Mandougou, village proche du précédent,

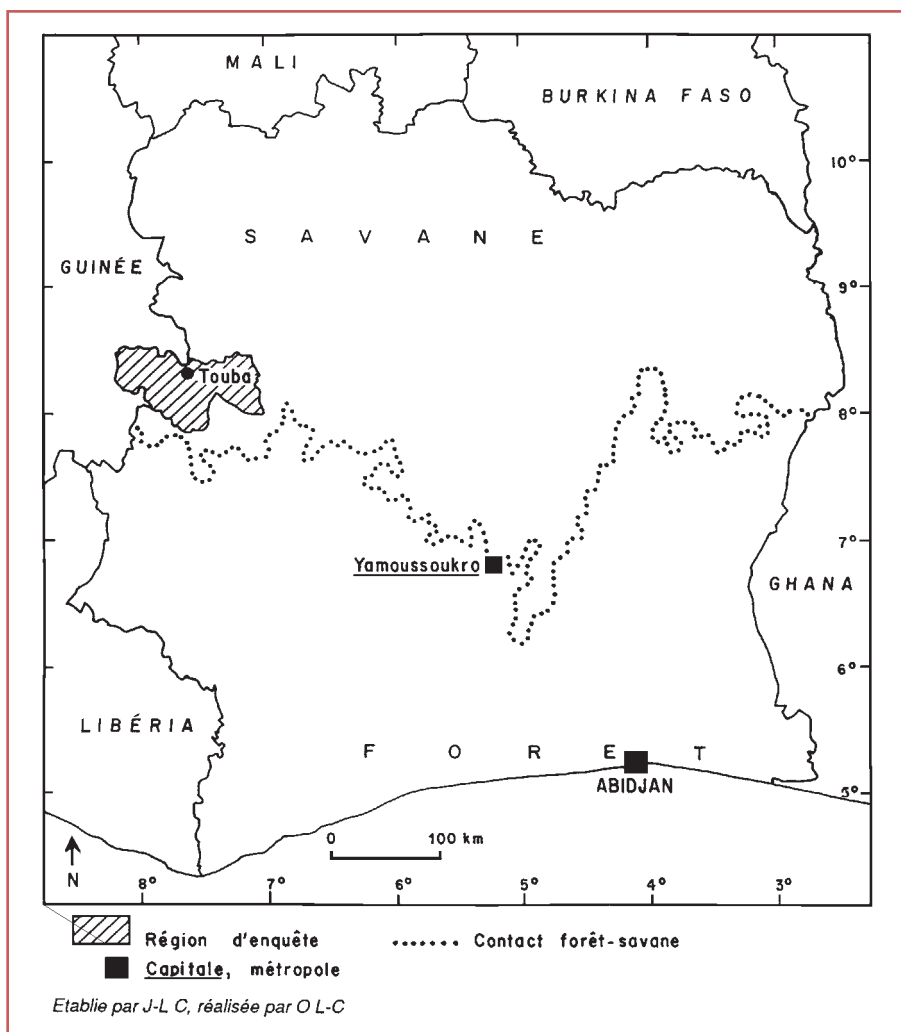


Figure 1.
Le pays mahou en Côte d'Ivoire

mais mieux situé par rapport aux voies de communication et où les problèmes fonciers sont moins grave, un groupe d'agriculteurs entreprenants s'est lancé dans une « modernisation ». En fonction des conditions locales, la place et l'évolution de la riziculture dans l'économie villageoise ne sont pas les mêmes¹.

■ Le riz et la polyculture extensive mahou : l'exemple de Tiasso

Tiasso est un petit village (71 habitants en 1988), comme il en existe beaucoup à l'est de Touba, localisé dans une zone où les densités sont inférieures à 5 habitants au kilomètre carré. Il est exemplaire de la situation de l'agriculture extensive mahou, telle qu'elle est pratiquée dans toute cette partie du département de Touba (figure 2).

Les techniques agricoles sont manuelles et sommaires. En témoigne l'outillage relativement simple : houe, machette sont les instruments principaux, auxquels s'ajoutent quelques outils plus spécialisés, telles les faucilles pour la récolte du riz. Les exploitations sont de petite taille (2,70 ha en 1990). Cette dimension réduite est à mettre en relation avec la faiblesse des effectifs démographiques par unité de production (moins de six individus) et surtout l'insuffisance des classes d'âge actives (15-39 ans) qui ne représentent que 31 % de la population. A Tiasso, comme dans tous les villages mahou, l'émigration est importante depuis très long-

1. Les principales recherches (avec relevés de parcelles, suivis de budgets, etc.) ont eu lieu en 1986-1987 à Oualou et Mandougou, entre 1989 et 1991 à Tiasso. Des enquêtes qualitatives et portant sur un échantillon plus réduit ont eu lieu en 1987 à Tiasso et en 1990 à Oualou et Mandougou.

temps. Le manque de main-d'œuvre pèse sur la production agricole, surtout dans le cadre de techniques essentiellement manuelles.

Les associations comme les successions culturales sont caractéristiques du système de culture mahou. La première année, sur le nouveau champ défriché, le paysan sème du riz, avec du maïs intercalaire en faible densité et quelques légumes (piments, gombos surtout). La deuxième année, sont produits de l'arachide et du maïs ou d'autres cultures secondaires. Il arrive fréquemment que, la troisième année, le riz revienne, associé au manioc, ce dernier clôturant le cycle cultural. Assez rarement, le cycle débute par une culture d'igname, à laquelle sont ajoutés du manioc et des légumes. Dans ce cas, en deuxième année, on sème du riz, auquel on mêle des plantes secondaires ; ensuite viennent maïs, arachide et enfin manioc qui, là encore, achève la succession. Souvent, une partie des champs porte, en deuxième année, des légumes ou des patates sur des parcelles minuscules de 2 à 15 ares. Les haricots précèdent parfois le riz, semé en juin-juillet. Presque toujours, le sésame, semé tardivement, suit, en second cycle, une culture de haricot, de maïs ou d'arachide. L'introduction du coton dans les années 1970 a entraîné l'apparition de nouvelles successions. Cette culture précède, sur défrichement, ou suit, en deuxième année, une sole de riz. Après une succession riz-coton-riz ou coton-riz, le paysan sème de l'arachide, puis plante du manioc. Le plus souvent, après 4 à 5 ans de mise en valeur, la terre retourne pour 20 à 25 ans à la jachère, le temps que la végétation naturelle et les sols se reconstituent.

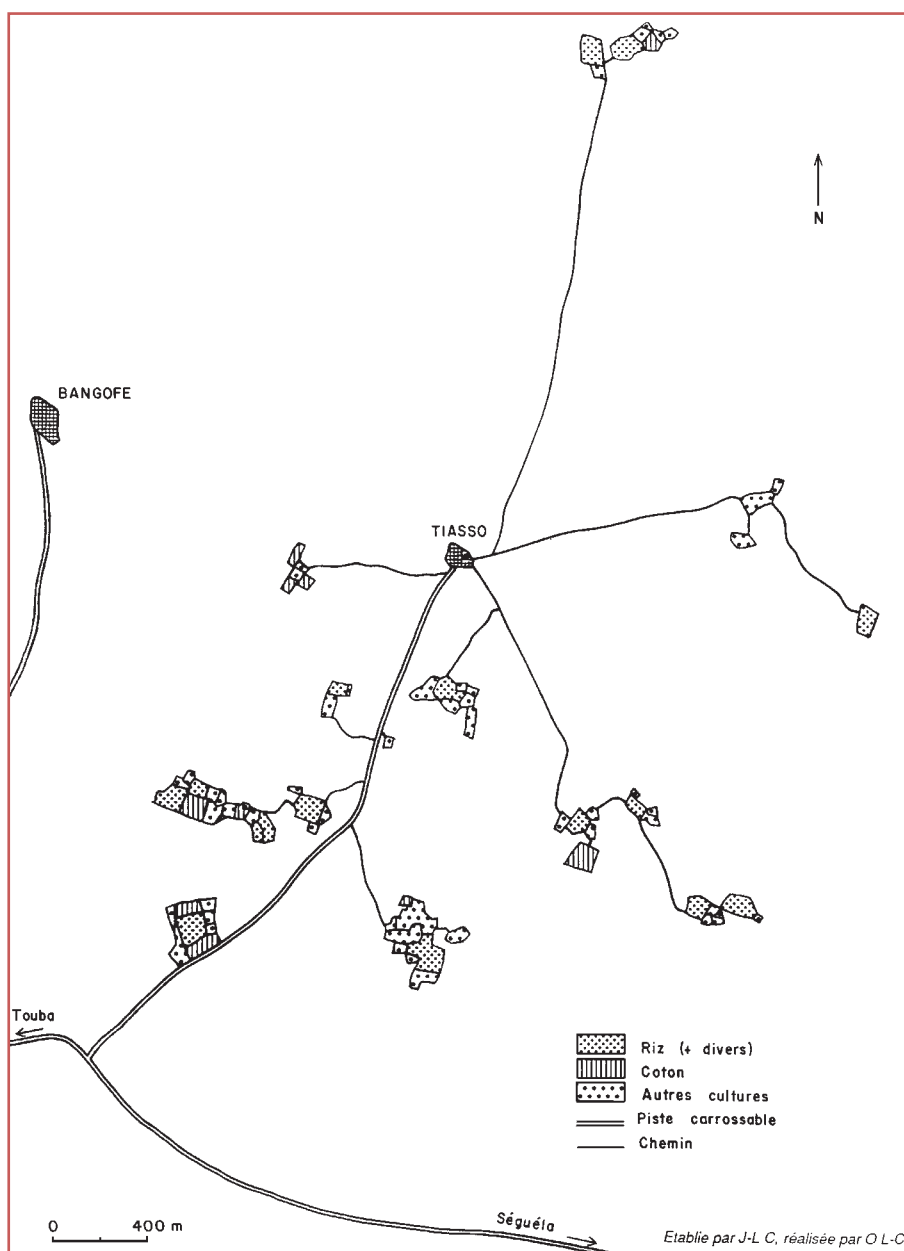


Figure 2.
Tiasso : les cultures
en 1990-1991.

Le système en vigueur se lit dans la physionomie du terroir. Les jachères et la savane arborée couvrent la majeure partie du terroir, au milieu desquelles les champs se dispersent, à quelque distance du village. Les terres de chaque paysan sont regroupées en un ou deux blocs, fréquemment à côté de celles d'un proche parent (frère, père, gendre...), avec qui est pratiquée l'entraide. La première année, le producteur défriche une portion de brousse, soit dans un secteur qui n'a jamais été mis en valeur, soit sur des jachères qu'il a déjà cultivées. Ensuite, il étend chaque année son bloc, en créant un nouveau champ à côté du précédent. Au bout de quelques années, il abandonne les parcelles les plus anciennes, et, lorsqu'il ne peut plus étendre ses cultures, il va défricher des terres dans un nouveau secteur du domaine villageois.

L'augmentation de la production est davantage recherchée dans l'accroissement des superficies cultivées que dans l'élévation des rendements. L'extensivité du système se manifeste dans les superficies cultivées par actif (90 ares) et par résidant (46 ares) élevées. Mais les rendements sont médiocres : de l'ordre de 10 q/ha pour le coton, et inférieurs à 15 q/ha pour le riz.

La culture principale est le riz, qui couvre 41 % de la superficie cultivée en 1990, devant le coton (adopté par moins de la moitié des exploitants cette année-là), et de nombreuses cultures vivrières secondaires. Le riz est produit en priorité pour l'autoconsommation et les superficies ensemencées, de 19 ares par habitant, permettent tout juste de couvrir les besoins alimentaires de la famille. Les ventes représentent seulement 8 % du revenu agricole brut. La commercialisation du paddy par les hommes est difficile, car les marchands ne viennent pas dans le village ou l'achètent à des prix peu rémunérateurs, proches des cours officiels de 60 FCFA/kg en 1990, soit moins qu'en 1974.

L'évolution, depuis les années 1970, va dans le sens d'une monétarisation croissante de l'agriculture, ainsi que d'une multiplication des productions et des sources de revenu, qui se fait en partie au détriment du riz. Les paysans ont d'abord introduit le coton dans les années 1970. Puis, durant la décennie 1980-1990, ils ont développé les cultures vivrières secondaires, dont l'essor est favorisé par la hausse de la demande urbaine. Les superficies en riz par habitant ont reculé. Cependant, l'introduction du coton et l'essor des plantes secondaires ont surtout permis, entre 1974 et 1990, une augmentation des superficies totales cultivées par actif de 55 %. Ainsi, les productions viennent plus s'ajouter les unes aux autres que se substituer les unes aux autres.

Les paysans diversifient leurs systèmes de culture en partie pour se prémunir contre les risques liés à l'instabilité des marchés et aux aléas du climat. En même temps, la multiplicité des productions répond à une certaine spécialisation des ventes selon les sexes : les hommes commercialisent le coton, une partie du paddy, l'igname ; les épouses écoulent, tout au long de l'année, des produits vivriers variés, en petites quantités, sur les marchés (légumes, manioc, etc.). Enfin, la diversification permet, en jouant sur les calendriers des différentes cultures, d'étaler les travaux dans l'année et d'étendre les superficies cultivées. De ce point de vue, elle s'inscrit dans le cadre d'un système extensif. Il est vrai que cette extension est autorisée par les faibles densités de population. Il n'en est pas partout de même dans le département, notamment à Oualou.

■ Saturation foncière et intensification des cultures : l'exemple de Oualou

Oualou est un petit village (145 habitants en 1988), situé à l'ouest de Touba, où se pose la question de la terre, en raison des hautes densités de population et de l'exiguïté du terroir. Les densités dépassent 50 habitants au kilomètre carré, en dépit de l'émigration, et sont accentuées par la réduction des espaces cultivables, liée au caractère accidenté du relief et à l'étendue des affleurements de cuirasses. En outre, la localité, certes créée avant la colonisation, est postérieure à toutes ses voisines. C'est sans doute pourquoi le terroir est très petit, de telle sorte que la majorité des résidants doit emprunter des parcelles aux habitants des villages environnants.

Les exploitations couvrent une superficie moyenne supérieure à celle de Tiasso (3,22 ha), mais les superficies cultivées par actif (0,65 ha) sont plus faibles, signe d'une forte pression démographique.

Le riz tient une place relativement plus importante que dans le village précédent, puisqu'il couvre 58 % des superficies cultivées. Cette importance est en partie liée à celle du coton. En effet, les deux cultures sont étroitement associées. Les superficies en coton sont du même ordre qu'à Tiasso (15 % du total cultivé), mais un plus grand nombre d'exploitants pratiquent sa culture (60 à 90 % selon les années), et les façons cultu-

rales sont beaucoup plus soignées, comme en témoignent les rendements plus élevés : 13 q/ha en 1986-1987, davantage certaines années.

Cet essor de la plante industrielle, alors que les conditions naturelles ne sont pas favorables (les sols, pauvres en azote et en phosphore, exigent un apport d'engrais élevé), entre dans un processus d'intensification de l'agriculture (par augmentation du travail et de l'emploi d'intrants à l'hectare). L'introduction du coton a permis l'allongement du cycle cultural. Les successions durent 6 à 7 ans et parfois plus, faisant alterner riz et coton plusieurs fois de suite, avant que les spéculations secondaires ne terminent le cycle. C'est moins la baisse de la fertilité (maintenue grâce à l'utilisation d'engrais pour le coton) que l'enherbement, difficile à maîtriser au bout de quelques années, qui limite la durée des successions. Par ailleurs, les paysans remettent en culture certaines terres au bout de 7 à 10 ans de jachère, ne laissant pas à la végétation climacique le temps de se reconstituer.

L'importance du riz est liée également au développement de rizières dans les bas-fonds, en raison de la saturation du terroir. Les autres productions ont moins d'importance qu'à Tiasso. Des vergers de colatiers et de caféiers entourent le village. Les cultures vivrières secondaires occupent une place réduite : elles arrivent en fin de rotation ou se localisent sur des sites particuliers, dans de petites parcelles (banane plantain ou légumes près des rizières de bas-fond, par exemple).

Le coton fournit la principale source de revenu (32 %). Mais le riz vient juste derrière, avec 26 %. Les rendements sont élevés, grâce à l'importance du travail sur les parcelles, et l'effet rémanent de l'engrais mis sur la sole cotonnière² : ainsi, en 1986-1987, ils atteignent 22 q/ha. Il suffit de 15 ares cultivés par habitant pour assurer l'autosubsistance du groupe. Les superficies, qui dépassent 20 ares par résidant, autorisent donc la production de surplus commercialisables.

Toutefois, les difficultés foncières, qui se manifestent dans la faiblesse des superficies totales cultivées par individu, se traduisent dans les revenus agricoles par résidant et par actif, inférieurs de 20 à 30 % à ceux que nous avons observés à Tiasso. Les revenus agricoles bruts par habitant sont de 18 000 FCFA en 1989-1990 contre 22 000 FCFA à Tiasso la même année. L'intensification et les mutations techniques renforcent l'importance du riz, mais permettent plus le maintien de la production agricole et des revenus qu'une amélioration de la situation.

■ Modernisation et croissance des ventes de riz : le cas de Mandougou

Mandougou est un gros village (601 habitants en 1988), proche de Oualou, mais beaucoup plus ancien et qui fut une place importante au XIX^e siècle. Il est mieux situé, à un carrefour, sur la piste qui relie Ouaninou à l'axe goudronné Touba-Man. Son terroir est beaucoup plus vaste que celui de Oualou et situé dans un secteur où les densités sont plus faibles (de l'ordre de 20 à 30 habitants au kilomètre carré). L'ouverture ancienne du village sur l'extérieur se traduit également dans l'évolution sociale : la population est islamisée depuis longtemps, et la localité possède une grande mosquée, construite en 1970. La forte émigration est une rançon de l'ouverture : la localité a perdu 23 % de ses effectifs démographiques entre 1975 et 1988. En même temps, l'habitude des échanges marchands, la réduction des densités et l'étendue du terroir expliquent l'adoption de techniques agricoles nouvelles.

Les superficies cultivées sont élevées, tant par exploitation (4,31 ha en moyenne) que par actif (94 ares), et les revenus agricoles sont les plus importants des trois villages étudiés : 319 000 FCFA par unité de production et 45 000 FCFA par personne.

Le riz participe à une dynamique d'ensemble des agriculteurs. Sa production est orientée vers l'autoconsommation mais aussi vers la vente : compte tenu des rendements, du même ordre qu'à Oualou, les superficies cultivées par résidant sont élevées (23 ares en moyenne) ; et 38 % des exploitants ensemencent plus de 25 ares par personne, ce qui autorise l'obtention de surplus importants. La céréale fournit 27 % des revenus tirés des cultures, contre 20 % pour l'ensemble des autres denrées vivrières (arachide, manioc, maïs,

2. L'importance de cet effet (contesté par certains agronomes) est sans doute à nuancer. D'abord, le coton et le riz sont deux plantes aux systèmes racinaires différents, ce qui rend compte d'une bonne complémentarité. Ensuite, des cultivateurs détournent une partie de l'engrais coton sur le riz, ce qui explique de bons rendements en paddy. Cet effet est cependant observable sur certaines parcelles et confirmé par les dires des paysans.

légumes...). Les ventes sont élevées : elles dépassent 100 000 FCFA dans plus du quart des exploitations. C'est aussi la principale culture pratiquée : seul ou associé, le riz couvre 44 % de l'espace cultivé. Les autres plantes vivrières s'étendent sur des superficies réduites, en dehors de l'association avec la production dominante.

L'importance du riz résulte d'un effort d'intensification, s'appuyant sur l'aide de la CIDT, qui a aménagé un bas-fond de 10 ha au sud du village pour pratiquer la riziculture irriguée, signe autant d'une ouverture aux techniques nouvelles que de la nécessité d'augmenter la production. Elle est aussi la conséquence d'une étroite association avec le coton, largement développé à Mandougou, produit par 88 % des agriculteurs enquêtés en 1986-1987, et qui arrive en tête dans les revenus agricoles (52 %).

L'extension des superficies en riz pluvial résulte également des techniques employées. Comme à Oualou, les paysans cultivent 6 ou 7 ans de suite les parcelles. L'allongement des successions culturales a surtout pour but de limiter le travail de défrichement. Plus que dans le village précédent, la généralisation de la culture du coton, accompagnée d'épandages d'engrais, permet de maintenir les rendements et de cultiver de nombreuses années de suite le même sol. Toutefois, comme dans les autres villages, l'enherbement excessif au bout de quelques années limite la durée de mise en valeur des parcelles. L'importance des superficies cultivées par individu, dans un contexte de forte pression démographique, a des conséquences sur les paysages où dominent jachères et savanes faiblement boisées.

En outre, l'étendue des défrichements va de pair ici avec l'essor de l'agriculture mécanisée qui, sans atteindre l'importance qu'elle prend d'autres régions de Côte d'Ivoire, est relativement développée. Le quart des exploitants pratique la culture attelée et un producteur enquêté a acheté un tracteur. Cette dynamique locale s'appuie sur l'aide fournie par les sociétés d'Etat : la Motoragri (Société pour le développement de la motorisation de l'agriculture) a aménagé un bloc d'une cinquantaine d'hectares ; la CIDT aide les paysans à réaliser des défrichements au treuil. L'action de ces sociétés est destinée à promouvoir le coton, mais le riz, associé à la plante textile, en profite indirectement. Dans le cas des défrichements au treuil, les plus fréquents, le coton débute l'assolement et alterne ensuite avec le riz. Au bout de plusieurs années, d'autres cultures sont pratiquées (maïs, arachide et manioc), puis la terre retourne à la jachère. Dans le cas de défrichements manuels, c'est le riz qui est cultivé en première année, le coton venant ensuite, lorsque la parcelle est suffisamment nettoyée.

Comme partout, le défrichement total des parcelles n'est pas sans risque pour les sols. L'utilisation d'engrais pour la culture du riz (en plus de leur emploi pour celle du coton), l'intercalation d'une sole d'arachide au bout de 4 ou 5 ans dans la rotation semblent limiter l'épuisement de la terre. Toutefois, après quelques années d'exploitation, la parcelle, envahie par les herbes, est abandonnée à la jachère. Le séjour du troupeau bovin villageois sur l'espace abandonné, fertilisant le sol, peut accélérer le retour de la végétation naturelle. En son absence, notamment sur les jachères proches des cultures, un recru arboré a de la peine à s'installer ; on peut se demander alors dans quelles conditions les paysans pourront remettre en valeur des terres qui restent appauvries.

La plupart des défrichements de Mandougou sont récents. On manque de recul pour juger de l'évolution des sols. La faible étendue de chaque parcelle défrichée au treuil limite les dangers de l'érosion et permet un retour rapide à la végétation naturelle après l'abandon des cultures, ce qui est un atout pour la reconstitution de la fertilité. Sur le bloc défriché mécaniquement, on ne voit pas pourquoi l'évolution serait différente de celle des blocs anciennement ouverts dans la région : perte de fertilité, érosion, enherbement excessif, etc.

■ Travail et revenus : oppositions et complémentarités des cultures

La comparaison des trois villages étudiés montre qu'il n'y a pas nécessairement opposition entre riz et coton. Le village qui cultive et vend le plus de riz, tant par exploitation que par habitant, est Mandougou, celui où le coton est le plus développé.

Toutefois, il convient de faire des distinctions selon les exploitants. Chez les petits paysans, les deux types de spéculations s'excluent largement et l'essor de l'une se fait au détriment de l'autre. Ce n'est pas le cas chez les producteurs moyens et grands, où on note une augmentation parallèle des ventes de riz et de coton. Interviennent également les techniques culturales. Les agriculteurs qui ont adopté la culture attelée (essentiellement à Mandougou, secondairement à Oualou) vendent les quantités les plus importantes de céréales.

Tout se passe comme si, chez les plus grands exploitants, ceux qui emploient les techniques les plus modernes, le développement cotonnier s'accompagnait d'une réussite rizicole. Une analyse rapide des techniques de production et des résultats économiques permet de préciser ce phénomène.

En pays mahou, l'essentiel des travaux agricoles s'effectue entre avril et décembre, c'est-à-dire, approximativement, la période qui correspond à la saison humide et aux semaines qui suivent. Le riz est semé d'avril à juin, selon les variétés, et récolté de juillet à décembre. Les mois chargés sont ceux du défrichement (février-mars), des sarclages (juillet-août) et des principales récoltes. Les travaux les plus lourds pour le coton sont le billonnage et les semis (juin) et la récolte (décembre-janvier). Les producteurs essaient de concilier les différents temps de travaux en jouant sur les variétés de riz qu'ils cultivent et sur la place des plantes vivrières secondaires : les variétés tardives de riz, semées en juin et récoltées en décembre, déclinent au profit de variétés à cycle court ou semées précocement ; de même, les productions secondaires semées en juin-juillet sont éliminées. L'introduction du coton, en permettant un allongement des successions culturales, autorise une réduction des défrichements annuels, à superficies cultivées égales, et n'entraîne donc pas une augmentation des travaux en mars. Elle conduit à une extension des tâches en janvier, pendant la saison de moindre activité agricole.

Cependant, souvent, il reste des goulets d'étranglement en juillet-août qui correspondent à des travaux importants sur le riz (sarclages) et sur le coton (sarclages, traitements, démariage), voire en décembre (récolte du riz et du coton). Ceux-ci conduisent les petits producteurs à limiter leurs superficies cultivées. En revanche, les grands exploitants, grâce à une meilleure utilisation de la main-d'œuvre familiale ou au recours à des manœuvres, arrivent à surmonter ces blocages relativement facilement.

Par ailleurs, l'adoption de la culture attelée permet en partie de surmonter les goulets d'étranglement. Certes, cette dernière nécessite une augmentation des temps de travaux de préparation de la parcelle en février-mars, puisque le sol doit être parfaitement essouché. Mais elle ne provoque aucun goulet d'étranglement, car il s'agit d'un accroissement de travail durant une période de moindre activité. En outre, les exploitants bénéficient dans cette tâche de l'aide de la CIDT, qui paie une partie des manœuvres embauchés. En revanche, la culture attelée favorise une réduction des temps de travaux en juin-juillet (semis-sarclages) et décembre-janvier (transport des récoltes), c'est-à-dire à des moments de pointe. C'est en partie pourquoi les planteurs ayant adopté cette technique peuvent étendre leurs superficies.

La rémunération de la journée de travail sur le riz est médiocre : de l'ordre de 700 à 800 FCFA en première année sur défrichement, avec un rendement de 20 q/ha et un prix de 80 FCFA/kg payé bord champ au producteur. La rémunération procurée par d'autres cultures vivrières, comme le maïs ou le manioc par exemple, est meilleure. Mais l'essor de celles-ci est limité par l'étroitesse du marché local et par l'éloignement des grands centres de consommation nationaux. La culture de l'igname, plante rémunératrice dans certaines parties de la Côte d'Ivoire, est, en outre, défavorisée par l'insuffisance de la main-d'œuvre au moment des gros travaux de buttage en mai-juin.

La rémunération de la journée de travail sur le coton est du même ordre que celle du riz : de 700 à 800 FCFA en 1986-1987, pour un rendement de 13 q/ha. Par ailleurs, certains paysans obtiennent des prix du riz parfois supérieurs aux cours officiels, ce qui accroît l'intérêt de la céréale. Ainsi, les gros producteurs vendent souvent leur riz après l'avoir décortiqué (ce qui est plus avantageux) ou en période de pénurie, lorsque les cours montent. Dans les villages bien situés, comme Mandougou, des marchands peuvent acheter la production à plus de 80 FCFA/kg pour l'écouler à Abidjan, parce que les variétés de montagne de l'ouest y sont très prisées et vendues 30 à 40 % plus cher que le riz importé. La productivité du riz s'élève également en deuxième ou troisième année, après une sole cotonnière, puisque les rendements restent inchangés, mais que le temps de travail diminue du fait de l'absence de défrichement. De ce point de vue, l'introduction du coton est en partie au service d'une augmentation de la productivité du travail sur le riz.

La traction attelée, qui autorise une diminution du temps consacré à certaines façons culturales, améliore la rémunération quotidienne. Certes, les coûts augmentent, mais les producteurs les réduisent en prélevant des bœufs sur leur troupeau pour conduire la culture et en achetant du matériel étranger moins cher (notamment guinéen) que l'on peut trouver sur les marchés locaux. Il est remarquable de constater que, en 1986-1987, les rendements en riz sont très élevés chez tous les paysans en traction attelée (plus de 23 q/ha), alors que les rendements en coton sont extrêmement variables, allant de 5 à 20 q/ha. Ainsi, l'introduction de la mécanisation apparaît autant sinon plus au service du riz qu'au service du coton.

■ Conclusion

Au total, le pays mahou offre l'exemple d'un espace où la riziculture joue un rôle fondamental dans l'agriculture. Partout, le riz est l'aliment de base des populations locales, ce qui explique qu'il occupe de vastes superficies. En même temps, il a été étendu par certains villageois comme production marchande.

Le développement du coton répond à une volonté d'intensification de l'agriculture, là où les densités de population sont élevées et la pression foncière forte. Son adoption fait baisser la part relative du riz dans le total cultivé, mais pas les superficies en valeur absolue. Elle n'entraîne pas forcément une baisse de la production rizicole, en raison du maintien des rendements permis par l'introduction de la plante industrielle. Au contraire, on peut se demander si l'essor du coton n'est pas au service du riz pour assurer, dans un premier temps, la sécurité alimentaire dans les zones à forte densité de population et pour permettre, chez les producteurs les plus dynamiques, la vente de surplus céréaliers.

Toutefois, le riz souffre, comme toute l'agriculture mahou, du handicap que représente l'émigration. Dans une agriculture aux techniques essentiellement manuelles, le départ des classes d'âge les plus actives est préjudiciable à la production. En outre, l'argent envoyé par les enfants permet aux anciens restés sur place de vivre sans développer des cultures commerciales, ce qui freine considérablement le dynamisme agricole.

Sur un autre plan, la politique ivoirienne a été peu favorable à la riziculture pluviale paysanne. En dehors de la diffusion de variétés nouvelles plus productives, les efforts des pouvoirs publics ont porté essentiellement sur la riziculture irriguée, y compris dans le département de Touba. Les importations de riz à bas prix dans les années 1980, en maintenant les cours en ville à un niveau relativement faible, ont pesé sur la rémunération offerte aux paysans et limité l'intérêt de la production.

La dévaluation en janvier 1994 du franc CFA, qui a entraîné une chute des importations et une augmentation des prix payés au paysan, a été favorable, au moins dans un premier temps, à la production locale de riz. Mais le ravitaillement des marchés urbains n'a été rendu possible que parce que les paysans, comme en pays mahou, et au prix d'ajustements constants, avaient maintenu ou développé leur riziculture dans la décennie antérieure.

Références bibliographiques

- ARNAUD J.-C., 1987. Le pays malinké de Côte d'Ivoire. Thèse de doctorat d'Etat, université de Rouen, 3 tomes, 940 p.
- CHALEARD J.-L., 1996. Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Paris, France, Karthala, 661 p.
- CHALEARD J.-L., FECKOUA L., PELISSIER P., 1990. Réponses paysannes à la croissance urbaine en Côte d'Ivoire septentrionale. Cahiers d'outre-mer 43 (169) : 5-24.
- CHAUVEAU J.-P., 1985. L'avenir d'une illusion. Histoire de la production et des politiques vivrières en Côte d'Ivoire. Etudes rurales 99-100 : 281-325.
- CHAUVEAU J.-P., DOZON J.-P., RICHARD J., 1981. Histoires de riz, histoires d'ignames : le cas de la moyenne Côte d'Ivoire. Africa 51 (2) : 621-658.
- Compagnie ivoirienne pour le développement des fibres textiles (CIDT). Rapports annuels d'activité. Bouaké, Côte d'Ivoire, CIDT.
- HIRSCH R.D., 1993. Le riz et les politiques rizicoles en Côte d'Ivoire, 1960-1993. Paris, France, Caisse française de développement, 72 p.
- Ministère de l'Agriculture, Direction des statistiques agricoles. Statistiques agricoles, rapports annuels. Abidjan, Côte d'Ivoire.
- PELISSIER P., SAUTTER G., 1964. Pour un atlas des terroirs africains. L'Homme, revue française d'anthropologie, janvier-avril, p. 56-72.
- SAWADOGO A., 1977. L'agriculture en Côte d'Ivoire. Paris, France, PUF, 367 p.